

21 JUILLET 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci Madame la Chancelière, chère Angela. Permettez-moi d'abord de commencer par un mot de condoléances et de tristesse suite au drame qui est survenu en France sur l'autoroute A7, et j'ai une pensée pour les familles des 5 enfants qui ont été tués, les familles aussi de toutes les autres victimes qui sont entre la vie et la mort.

Je vais commencer dans la suite de la présentation de Madame la Chancelière en remerciant évidemment le Président Charles MICHEL et la Présidente Ursula VON DER LEYEN pour leur engagement, leur travail, et autour d'eux évidemment, le travail et l'engagement de toutes leurs équipes, durant toutes ces journées et ces nuits et vous remercier madame la Chancelière et vous l'avez dit : non seulement c'était l'un des sommets les plus longs de l'histoire, peut-être le plus long, après plusieurs mois où nous ne nous sommes pas réunis physiquement, mais c'est surtout et avant toute chose, un sommet dont les conclusions sont véritablement historiques.

Nous avons mis en place une capacité d'emprunter en commun, de mettre en place un plan de relance solidaire pour la première fois. L'objectif que nous nous étions fixés, d'une enveloppe de 750 milliards d'euros au total a fini par obtenir l'accord de tous avec, Madame la Chancelière l'a rappelé, en effet une enveloppe pour les subventions qui a été finalement de 390 milliards d'euros, mais ce qui est une enveloppe conséquente, qui permettra d'ailleurs pour chacun des pays de financer une part non négligeable des plans nationaux.

Cette enveloppe est un peu plus réduite que le plan franco-allemand ne l'avait souhaité, le 18 mai dernier, mais je veux qu'ici, chacun mesure le chemin parcouru en 2 mois, ce qui, à l'échelle du temps européen, est extrêmement court. Et beaucoup, d'ailleurs, de nos collègues nous l'ont dit, ils ont été parfois surpris de l'accord franco-allemand du 18 mai dernier. En deux mois, nous avons réussi à bâtir un consensus pour que ce plan de relance inédit devienne une décision et donc une réalité. Il a demandé de l'effort, de l'esprit de compromis et je veux vraiment remercier l'ensemble de nos collègues qui, autour de nous, ont su ainsi s'engager.

Au total, avec ce plan de relance, nous arrivons à un quasi doublement du budget européen pour les 3 prochaines années. Et c'est cet ordre de grandeur qu'il faut avoir en tête. Et là aussi, mesurons le chemin fait là où, au mois de février, nous étions bloqués sur un budget que certains voulaient réduire à 1 % du produit intérieur brut européen. Nous avons aujourd'hui, avec à la fois le budget et le plan de relance, quelque chose qui est proche de 2 % du PIB européen.

Cette longue négociation a été marquée par des difficultés, parfois des oppositions, des conceptions différentes de l'Europe. Mais je me félicite qu'avec la Chancelière, nous ayons toujours été du côté de l'ambition et de la coopération. Et pour moi, c'est tout le travail que nous avons mené ces quatre derniers jours. Mais ces derniers mois et ces dernières années, quand l'Allemagne et la France se mettent ensemble, elles ne peuvent pas tout, mais si elles ne se mettent pas ensemble, rien n'est possible. Et nous avons véritablement, durant ces deux mois que j'évoquais, réussi à franchir ensemble beaucoup d'étapes pour l'unité européenne. Je suis convaincu que ce plan, ce budget sont de nature à répondre aux défis sanitaires, économiques et sociaux qui sont aujourd'hui les nôtres dans chacun de nos pays, et que décider, en quelque sorte, de ne pas y répondre c'eût été décider de dépenser beaucoup plus dans quelques mois ou quelques années.

Je veux aussi souligner les résultats obtenus dans d'autres domaines importants. Nous avons porté l'exigence d'un budget consacré pour 30 % au moins à des dépenses climatiques et donc un budget

cohérent avec le Green Deal décidé il y a quelques mois. Nous avons défendu nos politiques traditionnelles, qu'il s'agisse de la politique agricole qui est relevée, stabilisée par rapport au budget actuel pour l'Europe, et qui est une politique de sécurité, de souveraineté alimentaire qui est extrêmement importante, une politique de cohésion, qui est aussi maintenue, et toutes les politiques d'avenir, comme l'a rappelé Madame la Chancelière, qui voient leur budget augmenter.

Je veux conclure ici en soulignant l'essentiel, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une étape majeure qui est pour nous a été franchie, à plusieurs mois et derrière cela, plusieurs années de travail et d'engagement commun. L'étape de Meseberg, que nous avons ensemble franchie au printemps 2018, avait au fond mis les bases de cet engagement ensemble.

C'est la première que nous mettons en place, cette capacité budgétaire commune à ce niveau-là, en la basant sur une capacité d'endettement commun pour des projets nouveaux et en dessinant la perspective de ressources budgétaires propres additionnelles. C'est un objectif de solidarité et de responsabilité puisqu'il y a un échéancier de remboursement qui est prévu parce qu'il ne s'agit pas que tout cela repose sur les générations futures uniquement, et donc c'est une volonté d'investir ensemble. C'est ce qui nous permettra de faire face au défi social, économique, mais aussi écologique de notre Europe.